

ANIMATION OU RÉANIMATION PÉDAGOGIQUE ?

Michel BARRÉ

Les réflexions qui suivent sont nées des confrontations entre les responsables de l'ICEM à Vence et Cannes dans les derniers mois.

Il y a quelques années, la pédagogie française découvrit qu'elle avait besoin d'un nouveau corps et l'on créa les conseillers pédagogiques. Cette année voit naître un nouveau grade subalterne, les « animateurs » que le ministre espère voir proliférer dans les prochains mois.

Il n'en faut pas plus pour que certains se tournent vers nous : « Alors, les francs-tireurs, vous allez pouvoir vous employer officiellement, vous qui pratiquez depuis si longtemps l'animation sauvage ! » Et de s'étonner de nous voir refuser une officialisation de notre militantisme, refus manifesté souvent par Freinet (1) lui-même notamment en 1938, 1945 et réaffirmé très clairement par nos derniers congrès et notre charte.

Sans nier certaines évolutions présentes dont nous savons trop la part que nous y avons prise, rappelons-le nettement à ceux qui n'auraient lu ni notre charte, ni nos revendications, nous ne considérons pas le « tiers-temps » comme *notre* réforme. La rénovation

(1) *Il serait bon de lire à cet égard les 60 dernières pages de Naissance d'une Pédagogie Populaire.*

1969 est à la pédagogie Freinet ce que l'actionnariat est au socialisme.

Nous ne pouvons qu'approuver certes l'évolution des instructions de français et de mathématique. Nous apprécions qu'on cloisonne moins les disciplines (quatre compartiments au lieu d'une vingtaine) ; à l'école en miettes succède l'école en tranches, ce qui est un progrès, mais nous sommes encore loin d'une pédagogie de totalité refusant les cloisonnements entre matières « principales » et activités d'« éveil ».

Ce qui nous paraît surtout incompatible avec nos habitudes de travail, c'est le sens donné à une rénovation décidée de haut en bas, avec une impatience qui contraste singulièrement avec les moyens mis en œuvre et la durée de la léthargie préalable.

Qu'on nous pardonne si nous nous méfions des initiatives d'une hiérarchie dont nous avons surtout remarqué les échecs et les insuffisances. Nous nous sentons comme des francs-tireurs qui ont tenu le terrain de l'éducation aux heures où l'armée régulière, aux structures napoléoniennes, était en pleine débandade (mai 68 marquant le Waterloo d'une certaine attitude pédagogique). Ne parlons pas des

généralissimes de passage, soucieux de marquer leur pouvoir éphémère par un bouleversement des stratégies et un démantèlement des structures établies par le prédécesseur. Mais oserons-nous dire que l'inspection générale a perdu toute initiative, se contentant d'entériner ce que les praticiens avaient mis en œuvre en dépit des prescriptions officielles, non sans s'attirer les foudres de la hiérarchie ? Continuons le sacrilège en demandant si la formation pédagogique réelle appartient encore aux écoles normales lorsque nous voyons avec quel scepticisme leurs professeurs comme leurs anciens élèves envisagent les stages de « recyclage ».

Quant à la fonction d'animation pédagogique, qui peut croire qu'elle appartienne encore aux inspecteurs qui en ont abdiqué une bonne part à leur conseiller pédagogique ?

Notre but n'est pas de fustiger les différentes hiérarchies qu'une carence politique trentenaire a vouées à l'impuissance. Qu'on examine le budget 1970 de l'Education Nationale et l'on saura où sont les premiers coupables. Mais nous devons faire un constat : la pédagogie vivante est aussi absente rue de Grenelle que l'art contemporain à l'école des ex-Beaux-Arts.

Pendant ce lamentable gâchis de toutes les bonnes volontés, qu'avons-nous fait ? Autour du plus lucide et du plus courageux d'entre nous, nous avons en dépit de la légalité, assuré la survie de l'éducation. Militants avant d'être fonctionnaires, nous avons engagé dans la lutte sur tous les plans, nos forces, notre temps (ô les 27-3 quotidiennes !) nos deniers pour produire coopérativement nos armes, c'est-à-dire nos outils. Nous avons préféré ce chantier fraternel à une carrière de compromis. Dans ce corps de francs-tireurs où il

n'y a d'autre grade que le travail pris en charge, comment pourrions-nous accepter ce titre de caporal de la rénovation ? Nous ne sommes pas prêts à ronronner autour d'un poste de télévision où nous ne reconnaissons même pas les classes de nos amis, filmées et adaptées par les spécialistes officiels.

Nous ne pouvons être « animateurs » patentés car l'animation dont nous vivons, ne se transvase pas maladroitement de haut en bas, du château d'eau de la rue de Grenelle à la plus humble des écoles ; elle naît spontanément de la confrontation amicale et de la prise en responsabilité collective.

Comment concevons-nous cette animation ?

Il faut d'abord susciter le besoin d'échanger. Dans l'université la plus individualiste du monde, faire comprendre que le temps n'est plus où l'on traversait la Manche avec un Blériot et un mécano, mais qu'on explore l'espace, de Soyouz à Apollo, avec des équipes de plusieurs milliers ; que Pierre et Marie Curie ont peut-être découvert le radium dans un hangar mais qu'actuellement les chercheurs de Saclay luttent contre le démantèlement de leur communauté. Lorsque les enseignants auront enfin accepté de mettre en commun leurs problèmes et leurs espoirs, il faudra les aider à s'organiser, leur permettre de se regrouper par affinités, au sein de leur école ou sans tenir compte d'aucun cloisonnement, en décidant que les écoles sont ouvertes aux volontaires quand ils le voudront et non quand l'auront décidé directeurs ou concierges, que les visites mutuelles de classes deviennent règle générale. De ces confrontations se dégageront des lignes de force. Partout où se révéleront des carences, des solutions

seront recherchées avec réalisme. Des formules transitoires pourront être proposées sans jamais masquer les solutions à long terme qui restent l'essentiel. Pour notre part, nous qui nous sommes longuement interrogés sur la modernisation de l'enseignement, nous avons dressé la liste des revendications urgentes, (1) avec sérieux et avec mesure. Les solutions apportées marqueront à nos yeux la volonté d'une véritable réforme.

Et c'est là que se vérifieront à un premier stade, la sincérité et l'honnêteté des responsables départementaux de l'administration. S'ils acceptent de reconnaître publiquement les carences qui leur incombent et recherchent les moyens d'y remédier, sans se réfugier dans le double-jeu auquel nous assistons parfois (aveu d'impuissance en privé, proclamations publiques optimistes, surtout au moment de la rentrée), alors un dialogue sincère pourra se constituer ou se reconstituer peu à peu. C'est dans la mesure où les responsables de l'administration partagent le combat des éducateurs de la base qu'ils peuvent espérer mériter leur confiance.

Il est nécessaire que les enseignants remettent en cause leur travail et leur attitude mais du même coup, ils remettront en cause ceux qui leur avaient ordonné (et parfois de façon très autoritaire) de pratiquer comme ils le faisaient. C'est sans mauvaise conscience mais avec un souci de progrès permanent que tous doivent s'atteler à la recherche commune d'un nouveau pédagogisme.

Les innovations ne peuvent en effet s'implanter qu'avec l'adhésion du plus grand nombre des enseignants comme des parents. Comment les premiers pourraient-ils rassurer et rallier les

seconds s'ils sont loin d'être eux-mêmes convaincus, s'ils répondent aux questions inquiètes : « on nous ordonne de changer, nous changeons », semblant chaque fois attendre le contre-ordre et achevant ainsi de déconsidérer l'efficacité et le sens des responsabilités de tous les membres de l'Education Nationale.

Dès lors que l'on admet que les éducateurs prennent en charge l'avenir de l'enseignement, on renonce à un nihilisme qui prétendrait impossible a priori tout changement dans l'état actuel des choses mais on ne peut exclure aucune remise en cause, même lorsqu'elle s'exerce sur les choix politiques de la nation. C'est pourquoi on ne saurait les borner à des tâches de pédagogisme étroit.

Eduquer, c'est d'abord s'interroger sur les finalités de l'éducation. Nous nous sommes là-dessus exprimés avec plus de précision que les responsables du ministère et il est essentiel que nous sachions en toute clarté si la rénovation pédagogique est un réajustement de l'école aux besoins nouveaux des grands monopoles ou l'engagement irréversible vers une démocratisation de la culture et de la responsabilité. Nous voulons savoir si nos élèves se heurteront à une sélection soumise aux lobbies et aux castes économiques ou si nous pourrons donner des chances égales à tous, donc en renforçant l'aide aux plus défavorisés. Attend-on de nous que nous préparions à la « nouvelle » société de profit ou, comme le dit notre charte, à « un monde d'où seront proscrits la guerre, le racisme et toutes les formes de discrimination et d'exploitation de l'homme » ?

Ces perspectives définies, si l'impulsion doit jaillir d'une prise de conscience à la base, cela n'implique pas un nivellement des responsabilités. Aucune

(1) Voir *Educateur* n° 2 p. 57.

bonne volonté ne doit être absente de cette réanimation à l'échelle nationale. Chacun doit y participer en fonction des besoins et de ce qu'il peut apporter. Le professeur d'école normale, de faculté, l'administrateur, le spécialiste (fût-il extérieur au cadre régulier) peuvent être sollicités non avec le souci de caser celui qui défend ses prérogatives, mais seulement en fonction des compétences nécessaires pour tel aspect du travail, les titres officiels passés n'étant pas systématiquement une garantie d'efficience pour le renouveau. Certes, cette situation est plus inconfortable que le mandarinate qui fut la marque de l'université française ; pourtant les militants de base n'ont-ils pas accepté délibérément cet inconfort en renonçant au refuge des programmes schématiques, des cours dogmatiques, des relations magistrales. Comme le disait Freinet aux inspecteurs à la Libération :

« Nous ne travaillerons intimement avec vous que dans la mesure où vous aurez réalisé dans vos rapports professionnels avec les instituteurs cette même révolution pédagogique que nous avons réalisée dans nos classes, si vous n'êtes plus des chefs autoritaires mais des collaborateurs ; si vous ne venez pas seulement dans nos classes ou dans nos réunions pour nous critiquer, nous jauger et nous juger, mais pour nous aider techniquement à mieux faire comme nous en avons le désir. »

Il est clair que l'opération tiers-temps, même dépouillée du tapage publicitaire qui l'accompagne, est assez loin de ce que nous avons défini, de ce que nous avons mené à la base, une base qui n'est pas seulement agent d'exécution irréfléchie mais source même des grands élans de renouveau, une base qui représente un champ d'expérimentation, une réserve de forces vives auprès desquels les laboratoires

fermés paraissent bien dérisoires.

Ce n'est pas dans la critique stérile que nous gaspillerons nos efforts. Nous les réserverons à collaborer avec toutes les bonnes volontés sur les bases claires que nous avons tenté de définir, sans faire de racolage mais sans nous laisser récupérer.

A ces moments de vérité, on fait le partage entre l'arrivisme d'avant-garde et l'engagement désintéressé. Pour notre part le choix est fait, comme l'était celui de Freinet en 1938 :

« Ah ! Certes, c'est un rôle difficile que celui d'être à l'avant-garde toujours. On nous jette d'abord la pierre parce qu'on ne comprend pas notre action, parce que, surtout, on redoute nos bousculades, parce qu'on craint, égoïstement, d'être dérangé dans ses habitudes.

Et quand nos paradoxes sont devenus réalités, nous restons malgré tout les empêchés de danser en rond, ceux qui veulent encore réaliser mieux, ceux qui vont de l'avant, les éternels pèlerins de l'idée, ceux qui aussi, toujours, reçoivent les coups, endurent les déchirures parce qu'ils restent les pionniers dont le destin est d'ouvrir les chemins difficiles, heureux — et c'est leur plus grande satisfaction — lorsqu'ils voient les masses s'y engager, les élargir, les organiser pour en faire les voies royales de la conquête et de la connaissance (1).

.....

Nous sommes très exigeants, avec les autres et avec nous-mêmes. Nous ne disons pas que nous avons réussi parce que nous avons inauguré quelques techniques dont l'intérêt et la portée sont incontestables. Elles nous permettent de mieux mesurer le chemin qui nous reste à parcourir. Tout est à refaire. » (2)

M. BARRÉ

(1) *Naissance d'une Pédagogie Populaire* (Maspero), p. 300.

(2) *Même ouvrage*, p. 327.